



IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) : **DG Trésor**

INTITULE DU POSTE : ADJOINT(E) AU CHEF DU BUREAU « ÉCONOMIE DES RESEAUX », EN CHARGE DU SECTEUR FERROVIAIRE

CATEGORIE (OU CORPS/GRADE) : **A+** EMPLOI DE CHEF DE MISSIONCOTATION DU POSTE ¹ : **-**

*La cotation du poste sera évoquée lors de l'entretien avec le BRHS

FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S) ²

Aide au pilotage et amélioration de la performance

INTITULE DU (DES) METIERS ²

Chargé(e) d'études

DOMAINE D'ACTIVITE (pour les familles « Pilotage /management » et « Aide au pilotage »)

CONTEXTE DU RECRUTEMENT (activer les cases souhaitées dans le menu « propriétés »)

Création Modification Remplacement Poste vacant Poste vacant sous réserve de départ A compter du / depuis le

Nom du titulaire précédent ou actuel : MEGRAUD Mélanie

DUREE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE

durée minimale : 2 ans

durée maximale : 3 ans

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

Direction ou service : Direction générale du Trésor

Sous-direction : Politiques sectorielles (Polsec)

Bureau et secteur : Économie des réseaux (Polsec3)

Adresse : 139 rue de Bercy - 75012 PARIS

Informations complémentaires : Métro (1 - 6 - 14) - RER (A - D) - Parking - Restaurant administratif

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation et nombre d'agents

Le bureau économie des réseaux est chargé de l'évaluation économique des politiques sectorielles dans les services de réseau (énergie, transport routier, ferroviaire, aérien, transports urbains...). Il effectue des analyses destinées à éclairer la décision publique dans ces secteurs. Il concourt à l'évaluation économique des grands projets publics d'infrastructures et d'investissements des entreprises publiques. Il évalue l'impact macroéconomique des politiques publiques dans ces secteurs et les enjeux de régulation.

Les travaux du bureau sont réalisés pour le compte des cabinets des ministères économiques et financiers, souvent en collaboration avec d'autres bureaux de la DG Trésor et d'autres organes du ministère (APE, direction du budget). Le bureau travaille étroitement avec le ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) et participe aux réunions interministérielles (RIM), en vue de contribuer à l'élaboration de la position française sur les sujets nationaux ou communautaires.

Le bureau Polsec3 est composé de 7 agents, chef de bureau compris.

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Le (la) titulaire du poste assure une fonction d'adjoint(e) au chef de bureau et a la charge du secteur ferroviaire. Il (elle) expertise les propositions de politique publique et est amené(e) à formuler des recommandations, sous forme de notes pour le Ministre, lors de réunions au cabinet ou de réunions interministérielles.

Son expertise se fonde d'abord sur l'analyse microéconomique à la fois théorique et quantitative. Les travaux du poste amène aussi le (la) titulaire à acquérir et mobiliser des compétences juridiques, budgétaires et comptables (comptabilité nationale et d'entreprise).

Son champ de compétences couvre les questions de régulation (ouverture à la concurrence, tarification des péages, équilibre financier et gouvernance du secteur), les grands projets ou programmes d'infrastructures (contre-expertise des évaluations socio-économiques, montage financier, impact macroéconomique) et des questions transversales, notamment celles liées à l'évaluation socio-économique.

¹ Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

² Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

³ En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-emploi-public-1>) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

Le poste suppose des contacts permanents avec les autres directions du Ministère (DB, APE, DGE, DGCCRF) ainsi qu'avec les cabinets ministériels, le ministère des transports (DGITM), les différents opérateurs du secteur (SNCF) et le régulateur (ARAFER).

Le (la) titulaire peut par ailleurs traiter des sujets de transports autres que ferroviaire, en cas d'absence des adjoints concernés.

Chaque agent de la DG Trésor doit partager les valeurs qui l'animent : l'engagement, l'ouverture, l'esprit d'équipe et la loyauté.

PRINCIPALES ACTIVITES

- | | | | | |
|---------------------------------------|--|-------------------------------------|---|--|
| <input type="checkbox"/> Pilotage | <input checked="" type="checkbox"/> Rédaction | <input type="checkbox"/> Conseil | <input type="checkbox"/> Gestion de procédures | <input type="checkbox"/> Secrétariat |
| <input type="checkbox"/> Encadrement | <input checked="" type="checkbox"/> Études, recherches | <input type="checkbox"/> Animation | <input type="checkbox"/> Contrôle, vérification | <input type="checkbox"/> Information, accueil |
| <input type="checkbox"/> Coordination | <input type="checkbox"/> Veille | <input type="checkbox"/> Conception | <input type="checkbox"/> Saisie informatique | <input type="checkbox"/> Classement, archivage |

Autres (préciser) :

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITES RECEMMENT / QUELQUES DOSSIERS A VENIR

Co-rapporteur du rapport (janvier 2018) du Conseil d'orientation des infrastructures (COI) présidé par P. Duron.
Préparation de la loi pour un nouveau pacte ferroviaire (membre du haut comité du système de transport ferroviaire).
Suivi du projet de ligne ferroviaire Lyon-Turin (membre de la commission intergouvernementale du Lyon-Turin)

RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

- | | | |
|---|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres services de la direction | <input type="checkbox"/> les services déconcentrés | <input checked="" type="checkbox"/> d'autres ministères |
| <input type="checkbox"/> les agents du ministère | <input checked="" type="checkbox"/> les cabinets ministériels | <input type="checkbox"/> des organismes étrangers |
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres directions | <input checked="" type="checkbox"/> le secteur privé | <input type="checkbox"/> des établissements publics |

Principaux interlocuteurs :

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

LES COMPETENCES MISES EN OEUVRE

SAVOIRS ³	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Connaissances en microéconomie	niveau maîtrise	requis immédiatement
Calcul économique	niveau maîtrise	requis immédiatement
SAVOIR-FAIRE ³	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Esprit d'analyse et de synthèse		
Capacité rédactionnelle		
Sens pédagogique pour communiquer avec des interlocuteurs non économistes		
SAVOIR-ETRE ³	*- Initiation : connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré - Pratique : connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes - Maîtrise : connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles - Expertise : domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur	
Grande capacité d'anticipation, disponibilité et réactivité		
Aptitude à nouer des contacts avec les acteurs compétents sur le secteur		

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

VOS CONTACTS RH (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

Merci d'adresser votre CV et lettre de motivation à recrutement.centrale@dgtresor.gov.fr (Référence à rappeler : **POLSEC3/MM**)

mise à jour : 20/12/2018

¹ Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

² Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC).

³ En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (<http://www.fonction-publique.gov.fr/publications/collection-politiques-emploi-public-1>) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.